

## Mai 68 : un héritage clivé

B. Frère  
Chargé de recherches du FNRS  
Université de Liège – University of Cambridge

Tout le monde aura entendu ou lu dans la presse la façon dont l'actuel président français, initiateur d'une révolution conservatrice sans précédent en France, fustige l'esprit de 68. L'on pourrait s'amuser d'un tel positionnement campé par un politicien qui, par ailleurs, n'a guère rechigné à afficher le comportement amoureux léger qu'on lui connaît et que n'auraient pas désavoués les étudiant(e)s de mai lorsqu'ils étaient sur les barricades, aux prises avec le conservatisme français en matière de moeurs. Mais mon propos sera ici d'une autre nature, bien qu'il s'inscrive dans un étonnement similaire face aux diatribes de Nicolas Sarkozy. En effet, il est probablement un second élément qui rappelle ce dernier au souvenir de cette révolution dont il veut « liquider l'héritage » : la pensée économique « libertarienne », née, pour sa déclinaison française, de l'improbable union entre l'esprit frondeur et libertaire de 68 et l'économie de marché<sup>1</sup>.

On ne peut éviter le constat joliment posé par Luc Boltanski et Eve Chiapello : si de nombreux soixante-huitards se sont sentis à leur aise dans les firmes du capitalisme informationnel et connexioniste qui advenait à partir des années 1970, c'est précisément parce que ce dernier avait appris à digérer la *critique artiste* que lui adressait l'esprit de mai. Portée aussi par les ouvriers qui bloquaient les usines ou les employés de services publics comme l'ORTF (8 millions de grévistes durant 2 mois et une France paralysée), cette critique consistait à montrer combien l'économie capitaliste conduisait à miner la créativité personnelle, à noyer la richesse et la singularité de l'individu dans la masse des travailleurs à la chaîne. Pour paraphraser Sartre (qui soutenait le mouvement), non loin de Marx, cette critique regrettait que le travail mécanique et répétitif fut devenu le seul mode d'expression d'un être humain dépouillé des possibilités artistiques et culturelles de se signifier comme étant autre chose que ce que le système (productif) fait de lui. 68 ou la critique artiste voulait refuser le désenchantement, l'inauthenticité, l'oppression de l'autonomie, la déshumanisation de la technique, la hiérarchie fortement intégrée qui caractérisait le travail dans le capitalisme fordiste<sup>2</sup>.

Mais très vite ces thèmes, pullulants alors dans les textes situationnistes (de Debord, Vaneigem, etc.) si prisés des révolutionnaires, ont percolé dans le corpus de justifications mobilisé par les cadres des grandes firmes et leur permettant d'assumer leur engagement dans le capitalisme contemporain. Il suffit de jeter un oeil sur la publicité ou sur les livres de management publiés depuis les années 80 pour constater combien le lexique artiste – de « l'inventivité », de

---

<sup>1</sup> . Voir **Nozick R.**, 1988, *Anarchie, Etat et utopie*, trad. E. d'Auzac de Lamartine, Paris, PUF.

<sup>2</sup> . **Boltanski L., Chiapello E.**, 1999, *Le nouvel esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard.

« l'expression subjective », de « la réalisation du soi », du « projet créatif » ou du « talent personnel » – est devenu celui à partir duquel le capitalisme construit ses nouveaux argumentaires et cherche à vaincre les dernières réticences idéologiques.

Montrer la collusion entre l'esprit contemporain du capitalisme et ce qui, en 68, faisait office d'une critique violemment « inspirée » à son encontre, ne revient pas, comme a pu le croire un auteur comme Perret<sup>3</sup>, à prétendre que c'est l'esprit de 68 qui a présidé *a priori* à la transformation de l'entreprise capitaliste fordiste en entreprise flexible, libérée, connexionniste et moins hiérarchisée (en apparence) plutôt que l'intensification de la concurrence et les nouvelles technologies de l'information. Il s'agit plus simplement de montrer combien son imaginaire fut investi *a posteriori* par les cadres pour justifier leur engagement dans cette nouvelle forme d'entreprise. En ce sens, on peut même estimer que le MEDEF, l'organe politique du patronat français, évolue aujourd'hui dans un imaginaire relativement soixante-huitard dont la portée révolutionnaire a simplement transité du progressisme au conservatisme en faisant mine de croire que les rôles s'inversaient simplement. Les « dinosaures » ne seraient plus aujourd'hui ces entreprises – qui incarnaient jadis l'autorité patriarcale et la domination dans le champ économique – mais les syndicats et tous ces organes de la sociétés civiles qui persistent à vouloir freiner le travailleur dans ce qui doit être sa quête, tant dans son existence individuelle que dans son emploi salarié : faire de sa vie une oeuvre d'art (en se levant tôt, en cherchant sa « réalisation personnelle » d'un CDD à l'autre, en faisant des heures supplémentaires pour sculpter son identité profonde et son identité professionnelle dans la même terre glaise de l'élan créatif). Le travailleur ainsi que l'entreprise qui l'emploie et à laquelle il convient qu'il s'identifie doivent être libérés des leurs entraves archaïques (droit du travail, représentation sociale, etc.).

De cet ersatz de pensée soixante-huitarde qu'est le libertarisme de la sorte succinctement résumé, Nicolas Sarkozy semble être le rejeton.

Dès lors, peut-on se demander de plus bel, pourquoi le président français persiste-t'il à s'en prendre au berceau même d'un imaginaire dont les principales topiques argumentaires lui permettent directement d'élaborer ses discours sur la créativité entrepreneuriale ou sur la libéralisation du travail ? Si la révolution 68 l'indispose ce n'est pas tant, à mon sens, parce qu'elle prônait une libération des comportements moraux (il ne peut ignorer jouir de son succès) mais bien plutôt parce qu'elle persistait à insuffler du sens collectif partout, y compris dans la possibilité d'envisager l'économie depuis un point de vue libertaire. 1968 continue à hanter le monde politique contemporain car il y allait d'une véritable remise en question qui désirait bouleverser les fondements de l'économie bien plus profondément que ce qu'a autorisé le lifting idéologique que celle-ci s'est offerte en singeant son lexique. Et au regard de la proximité (parfois volontairement

---

<sup>3</sup> . Perret B., 2000, « Contester le capitalisme ou résister à la société de marché ? », dans *Esprit*, n° 260, p. 130.

exposée sur un yacht) qu'entretient Nicolas Sarkozy avec les représentants du haut patronat, on comprend que celui-ci puisse craindre les velléités d'une économie alternative ou encore l'avènement d'un véritable mouvement collectif d'opposition en France dont la possibilité est depuis longtemps annihilée.

Pour parler comme Castoriadis, la véritable *signification* de 68 n'est en rien réductible à ses avatars économiques libertariens ou à ce que le consummérisme médiatique a pu faire de ses revendications en matière de libération sexuelle. La véritable signification de 68, celle qui aujourd'hui encore peut continuer à effrayer les tenants du marché libéré, fut de forcer l'intrusion du politique dans l'économique. Depuis longtemps les citoyens, consommateurs zélés et électeurs respectueux, ne s'étaient plus de la sorte mêlés de ce qui n'était pas censé les regarder. Voilà à présent qu'ils manifestent la volonté et la prétention de se prendre en charge eux-mêmes au rythme des slogans « élections pièges à cons », « nous sommes le pouvoir », « l'entreprise aux travailleurs ». Si l'on accepte d'envisager le contexte historique dans lequel ont émergé les barricades de mai, l'on constate que l'époque était surtout au désir de relancer une forme d'organisation politique et économique qui s'était faite discrète depuis la révolution de 1848, le socialisme associationniste de la seconde moitié du 19<sup>e</sup> siècle ou la commune : l'autogestion.

Si le terme est aujourd'hui tombé en désuétude (en partie à cause de la dimension péjorative qu'il revêt depuis les expériences yougoslaves de Tito), l'on continue de parler volontiers de démocratie participative en politique ou de démocratisation de l'économie par l'engagement citoyen<sup>4</sup>. Cette revendication issue en droite ligne de mai 68 fait apparaître une autre facette du situationnisme dont étaient friands ses acteurs (-trices). Il s'agissait alors pour eux de développer ces situations « locales », ces lieux de créativité et d'inventivité qui commençaient à s'échafauder loin de la grande industrie aliénant le travailleur quand elle ne le licencie pas. La capacité citoyenne était galvanisée. « Ces travailleurs, ceux qu'on assassine lentement dans les abattoirs mécanisés du travail », dont « on méprise la vie », sont aussi ceux qui ont « le goût enragé de vivre, les voici qui discutent, tiennent la rue, prennent les armes, inventent une nouvelle poésie » depuis leurs situations toujours spécifiques (leurs usines, leurs chantiers, leurs bureaux ou leurs ateliers). « Les hommes vivent en état de créativité vingt-quatre heures sur vingt-quatre et la spontanéité est le mode d'être de la créativité, elle la concrétise, elle amorce sa réalisation pratique (la poésie en est l'aboutissement organisé) »<sup>5</sup>. Une situation est un instant où « la créativité individuelle va laisser libre cours à son énergie, imprimer au monde les contours rêvés par chacun et harmonisés par tous (sur une barricade ou au détour d'un café du quartier Latin, *nda*). Chacun veut faire triompher sa subjectivité : il faut donc fonder l'union des hommes sur ce désir commun. Personne ne peut

---

<sup>4</sup> . Laville J-L., 1999, *Une troisième voie pour le travail*, Paris, Desclée de Brouwer.

<sup>5</sup> . Vaneigem R., 1967, *Traité de savoir-vivre à l'usage des jeunes générations*, Paris, Gallimard, pp. 51-51 et 196.

renforcer sa subjectivité sans l'aide d'un groupe devenu lui-même un centre de subjectivité, un reflet fidèle de la subjectivité de ses membres »<sup>6</sup>.

Cette représentation du groupe *situé* comme lieu d'expression subjectif sera le principe générateur des structures créées en mai (associations étudiantes, etc.) mais aussi de nombreuses autres, nées à la suite de l'extinction du mouvement et de sa répression par les gaullistes. Elle alimentera ainsi encore les motivations de ce grand nombre de soixante-huitards partis à la campagne au lendemain de la révolution pour refaire le monde à leur image en fondant une série d'initiatives vite qualifiées de néo-rurales. Une multitude d'associations communautaires naissent en Lozère, en Ardèche et ailleurs. *L'alternative pratique* sera le mot de ralliement de ces soixante-huitards refusant d'abdiquer la révolution théorique qui a vu naître leur conscience citoyenne sur les barricades. Le politique s'incarnera désormais dans des activités micro-économiques concrétisant des idées, souvent sur le terrain de l'écologie, « entre des images du passé et des visions du futur, de la mémoire à la prospective (agriculture biologique, énergies nouvelles), pour en arriver à rendre sensibles des possibilités d'amélioration de la société telle qu'elle est », ici et maintenant<sup>7</sup>.

Comme l'ont très tôt montré Hervieu et Léger, les soixante-huitards tentant l'expérience néo-rurale le faisaient un sein d'un groupe dont les pratiques et les valeurs étaient en adéquations avec leurs velléités personnelles<sup>8</sup>. Nous ne sommes pas dans une conception libérale de la liberté où celle des uns s'arrête là où commence celle des autres. Disons plutôt que dans ces micro-initiatives, la liberté du groupe accueille et renforce la liberté individuelle. Elles se conditionnent mutuellement et deviennent interdépendantes<sup>9</sup> sans assujettissement de l'une à l'autre. Telle est la véritable autogestion. Certes, l'économie classique peut aujourd'hui faire valoir que ses entreprises sont autant d'équipes, de « teams » au sein desquels tous évoluent solidairement vers un but unique. Dans ce cadre, on entend avoir fait tomber les barrières hiérarchiques, l'autogestion se prêtant davantage à la performance du groupe. Mais cette autogestion là n'a de sens que pour la compétitivité et la rentabilité économique qu'elle autorise, elle n'a pas de sens pour le groupe *situé* qui la met en oeuvre. Elle n'a pas de sens collectif. A terme, une fois « le projet » réalisé, c'est toujours à l'individu seul de rebondir vers un nouveau projet d'entreprise au mieux, vers un passage par le chômage au pire. Le sujet libéré dans l'entreprise redevient un *non-sujet* dont l'être entier devra accepter de se nier d'abord pour se reconfigurer ensuite afin d'adhérer aux buts poursuivis par un éventuel nouvel employeur.

Parmis les soixantes-huitards à avoir tenté l'expérience communautaire au lendemain de

---

<sup>6</sup> . *Id.*, p. 227.

<sup>7</sup> . **Allan Michaud D.**, 1989, *L'avenir de la société alternative. Les idées 1968-1990...*, Paris, L'Harmattan., pp. 315 et 321-322.

<sup>8</sup> . **Hervieu B., Léger D.**, 1979, *Le retour à la nature. Au fond de la forêt... l'Etat*, Paris, Seuil.

<sup>9</sup> . **Massart E.**, 2007, *Paroles de jeunes*, rapport au CAJ de l'arrondissement de Verviers, p. 142, communiqué par l'auteur.

mai 68, certains restent actifs, comme chez Ardelaine (Ardèche), l'un des exemples d'incarnation économique du dynamisme situationniste et libertaire de l'époque<sup>10</sup>. En marge de l'idéologie libertarienne qui conduira surtout à galvaniser individuellement les acteurs de l'économie conventionnelle, ces exemples (on pourrait encore citer Ambiance-bois, les crèches parentales, le réseau REPAS ...) ont accouché de l'économie alternative et solidaire.

Cet *autre* rejeton de l'élan de 68, ici collectif, peut-il aujourd'hui contribuer à relancer la critique artiste quelque peu anesthésiée ?

On est en droit de l'espérer, même si d'aucun voudrait plutôt en faire une économie de secours vers laquelle orienter les exclus de l'économie conventionnelle, l'efficacité de celle-ci se mesurant à l'aune des critères de celle-là (performance, chiffres, etc.). Or en l'état, l'économie alternative et solidaire peut encore être vue comme un modèle spécifique fonctionnant davantage sur le mode électif de l'affinité associative qui a explosé en 68 que selon les exigences exclusives du marché. Ni la croissance ni la productivité ne sont à l'ordre du jour. Ardelaine par exemple cessera volontairement de croître et d'engager de nouveaux associés pour ne pas nuire à l'autogestion et à sa capacité d'assurer une vie décente à ses coopérateurs actuels. Devenue une coopérative spécialisée dans la filière laine, la structure refusera également de s'étendre sur le « marché », lequel pouvait pourtant rapidement l'emporter vers de nouvelles sources de profit à l'étranger au regard de ses premiers succès. Ses membres voulaient se concentrer sur le développement local d'une région totalement désertée par ses forces vives et maintenir une emprunte écologique faible, quitte à grever la marge bénéficiaire.

Depuis les expériences néo-rurales, l'économie alternative et solidaire s'est diversifiées. Elle rassemble aujourd'hui des structures de micro-crédit, des services de proximité, des agriculteurs du commerce équitable au Sud ou des échangeurs « sans argent » (comme dans les services d'échanges locaux-SEL) au Nord. Elles n'ont pas besoin de charité mais de voir assurées les conditions du déploiement de leurs activités autonomes. Car elles sont plus que jamais fragiles face à l'économie conventionnelle.

Castoriadis l'a très bien vu. La faiblesse de l'imaginaire libertaire de 68, gangue idéologique de cette économie alternative, est de n'être pas parvenu à « s'institutionnaliser » en tant que tel, ce qui permet d'en convoquer ce que l'on veut pour en faire l'éloge ou la critique, tant sur le plan moral que sur le plan économique. Les organes politiques qui ont voulu se faire les vecteurs de cet imaginaire ont échoué : le PSU a disparu au début des années 70 et la CFDT a connu un tournant social-libéral au début des années 80 que beaucoup lui reproche encore. Mais Castoriadis se réjouit aussi que le mouvement ait laissé des sédiments que l'on retrouve dans les différentes formes de

---

<sup>10</sup> . **Barras B.**, 2003, *Moutons rebelles, Ardelaine, la fibre développement local*, Editions REPAS, Saint Pierreville.

mobilisation collective postérieures<sup>11</sup>. Il insistera sur la diversité des formes d'institutions que connaît une société : « ainsi le langage, le travail, la reproduction sexuée, la religion, existent et évoluent continuellement de par l'action instituante de la société mais ne sont en rien des dimensions politiques »<sup>12</sup>. Gageons que l'économie alternative et solidaire contribue à renouveler aujourd'hui cette dimension politique manquante, celle des engagements de mai qui maintenaient dans la même veine le militantisme libertaire (qui fut aussi celui de la libération sexuelle et de la libération des femmes) et le militantisme collectif (qui fut celui de l'autogestion). Il est aujourd'hui coutume de disjoindre ces deux axes afin de procéder à une critique plus aisée de mai 68 depuis l'un d'entre eux : Celle qui voit en lui le grand pourvoyeur de la décadence de la Nation et de la destruction des points de ses repères traditionnels d'une part. Et, d'autre part, celle qui voit en lui l'affréteur d'un modèle économique autogestionnaire abscons, voire dangereux face à la nouvelle forme d'économie montante à laquelle on est censé ne pas pouvoir résister et à laquelle « il faut bien s'adapter ». Car repenser l'autogestion depuis 68 plutôt que de se satisfaire de son simulacre libertarien contemporain c'est oser la remettre dans son contexte initial et lui rendre son sens premier, collectif et *situé* : sans actionnaires et sans buts économiques qui échappent au contrôle des travailleurs.

L'économie alternative et solidaire ne doit être ni politiquement ni économiquement correcte. Que ce soit avec elle ou avec les autres mouvements associatifs contemporains qui poursuivent leur multiplication, on ne refera probablement plus 68 en tant que tel. Mais il nous est loisible de l'inventer à nouveau, de capturer son histoire pour en imaginer d'autres.

---

<sup>11</sup> . **Castoriadis C.**, 1988, « Les mouvements des années soixante », dans Castoriadis C., Lefort C., Morin E., *Mai 68 : La brèche* suivi de *Vingt ans après*, Paris, Complexe, pp. 186 et 196.

<sup>12</sup> . **Castoriadis C.**, [1988], 1990, « Pouvoir, politique, autonomie », dans *Le monde morcelé, Les carrefours du labyrinthe III*, Paris, Seuil, pp. 137-171.